

Siège Social : 1 rue Villaret de Joyeuse - 75017 Paris

SIRET N° 432 240 182 R.C.S PARIS

TVA FR17432240182

Capital Social : 9.400 € - Code NAF : 6622Z

Tél. 01 42 85 80 00 • Fax 01 42 85 80 44

www.maubourg-patrimoine.fr

info@maubourg-patrimoine.fr

## Le come-back de la politique industrielle



Un candidat à la prochaine élection présidentielle promettait récemment à ses électeurs un avenir radieux grâce à la magie de « l'Etat stratège ». Bien malin celui qui pourrait deviner dans quel camp se situait ce candidat putatif : l'intervention de l'Etat est au centre de tous les programmes. Les ratés de la lutte contre la pandémie, les échecs quasi systématiques des canards boiteux soutenus avec l'argent des Français, entre autres exemples, ne refroidissent pas les ardeurs des candidats. Ils sont imputés à l'incompétence de l'administration en place. Une équipe clairvoyante ferait plus et mieux.

Nous sommes d'ailleurs depuis longtemps les champions de l'interventionnisme étatique. Nous avons été l'un des rares pays occidentaux à créer après-guerre un Commissariat au Plan. Nos dirigeants ont depuis toujours revendiqué une politique industrielle active. Les réglementations se sont empilées. Pour quelques réussites (nucléaire, Airbus), que

d'échecs ! Notre pays s'est désindustrialisé, nos entreprises croulent sous les charges sociales et la paperasse, notre économie s'est appauvrie. Emmanuel Macron est attaqué en France pour son « ultra libéralisme » ; les autres pays européens le soupçonnent de vouloir socialiser l'économie par ses projets fédéralistes (budget, fiscalité, réglementation, salaire minimum, ...).

Le rôle de l'Etat dans l'économie est un thème récurrent de dissertation pour les étudiants en science économique. Pendant les « Trente Glorieuses », il était communément admis qu'au-delà de sa mission traditionnelle d'arbitre, l'Etat devait impulser, réglementer et corriger. Mais à partir des deux chocs pétroliers, l'Etat stratège a montré ses limites. La stagflation était le révélateur d'une économie sclérosée qui ne savait plus créer des gains de productivité suffisants pour enrichir ses populations. S'inspirant des économistes Hayek et Friedman, les dirigeants occidentaux ont libéralisé les économies. Les monopoles ont été cassés, le libre-échange encouragé, le marché réhabilité. Les entreprises se sont adaptées en créant des chaînes logistiques complexes afin d'allouer optimalement leurs ressources et de maximiser la rentabilité des capitaux investis. La France, qui nationalisait ses « champions » pour « reconquérir le marché intérieur » au moment où les autres pays les privatisaient, a fini par suivre le mouvement. Ces réformes ont permis de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté et, globalement, ont enrichi les autres (même s'il faut reconnaître que les entreprises en ont plus bénéficié que les salariés).

### « Open bar » pour la dépense publique

L'histoire économique réserve toutefois des surprises. Le mouvement de libéralisation a progressivement perdu de sa vigueur. La Grande Crise Financière de 2008, l'amplification des inégalités sociales, la peur des étrangers et de la robotisation, le réchauffement climatique ont remis au goût du jour les bienfaits de l'intervention étatique. Depuis la crise pandémique, les craintes se sont exacerbées. Les forces du marché sont-elles positives lorsque nous devons lutter contre la montée en puissance de la Chine, qui maîtrise des pans entiers de la production mondiale et n'hésite pas à jouer avec ses propres règles dans la compétition mondiale, ou l'agressivité de la Russie, qui menace de couper le robinet du gaz ?

Ces craintes ne sont pas réservées aux puissances occidentales. La Chine, grande bénéficiaire de la mondialisation et chantre d'un capitalisme étatique, a vu l'un de ses « champions », Huawei, s'effondrer à la suite de sanctions américaines. La Russie, à la recherche de son lustre militaire passé, a dû composer avec les mesures de rétorsion prises à son encontre à la suite de l'invasion de la Crimée.

Les autorités politiques mondiales sont devenues plus « françaises » dans leur approche de la compétition.

[Les Etats Unis](#) vivent un nouveau « moment Spoutnik ». Comme en 1957 lorsqu'ils avaient été devancés par la Russie dans la conquête spatiale, ils viennent de prendre conscience

de leur retard dans quelques secteurs stratégiques clés, notamment les composants électroniques, majoritairement fabriqués en Chine et à Taiwan.

L'équipe du président Biden invoque une nouvelle « politique industrielle » pour justifier son action. L'une des premières instructions de la nouvelle administration ordonne aux agences gouvernementales d'auditer les chaînes logistiques mises à mal par la pandémie. Le plan d'infrastructures voté à l'automne par le législateur prévoit d'injecter 1.200 milliards de dollars dans les moyens de transport et la lutte contre le réchauffement climatique. Son plan « Build Back Better », encaîmé au Sénat, est encore plus ambitieux. Sorte de « new deal » social, le projet comprend également moult mesures protectionnistes et aides aux champions américains. Les Républicains, en passe de reprendre le contrôle des chambres à l'automne prochain, ne sont plus hostiles à la notion d'Etat stratège. Si le plan « Build Back Better » est trop social pour eux, ils ont approuvé (pour certains d'entre eux) le plan d'infrastructures et voté une subvention de 52 milliards de dollars pour construire de nouvelles usines sur le sol américain. Un consensus politique s'est également formé autour d'une loi sur l'innovation et la recherche réservant des subventions pour l'intelligence artificielle, la robotique et la biotechnologie.

L'autre puissance mondiale, [la Chine](#), n'est pas en reste. Il ne s'agit pas vraiment d'une bascule idéologique. L'Etat a toujours été « stratège » dans ce pays. Mais il se sentait menacé par la nouvelle puissance d'entreprises technologiques qui, comme en Occident, régentaient le quotidien des populations. Les autorités ont sifflé la fin de la partie. Elles ont désormais pour objectif un mouvement de « double circulation » qui, pour le résumer simplement, prévoit que le pays continuera à être le champion de l'exportation (la circulation externe) tout en devenant autosuffisant dans les secteurs où il est encore dépendant de l'étranger (la circulation interne). Avec le mantra « prospérité commune, Xi Jin Ping s'attaque aux entreprises digitales privées qui constituaient l'un des piliers du développement économique et étaient une source d'innovation mondiale. Les entreprises technologiques contrôlées par le parti doivent se concentrer sur des innovations plus stratégiques et moins ludiques.

[L'Union Européenne](#) était jusqu'à présent dominée dans les sujets économiques par l'Allemagne, dépendante de ses exportations chinoises, et le Royaume Uni, de tradition libérale. Le Brexit et la pandémie ont fait bouger les lignes. Pour la première fois, les pays se sont accordés sur un budget de relance commun visant notamment à renforcer la lutte contre le réchauffement climatique. Les secteurs prioritaires sont les batteries, les semi-conducteurs et la santé. Le Commissaire à la Concurrence, critiqué pour son veto à la fusion entre Alstom et Siemens, promet de mieux prendre en compte la présence de mastodontes mondiaux lorsqu'il examine les projets de rapprochement d'entreprises européennes. Les investissements étrangers, notamment chinois, seront passés au peigne fin.

[La France](#) ne veut pas prendre de retard dans la dépense publique. Le programme France 2030 prévoit 30 milliards d'euros d'investissements dans dix secteurs « stratégiques » (réacteurs nucléaires, hydrogène, santé mais également produits culturels et production de contenus créatifs - sic).

Partout dans le monde, les autorités politiques justifient cette nouvelle politique industrielle par la nécessité d'une part, de sécuriser les secteurs les plus stratégiques et d'autre part, d'accélérer la croissance économique locale.

Il n'est pas anormal que la sécurité s'impose comme sujet de préoccupation majeure pour les puissances occidentales. Le monde est plus hostile. La crise pandémique entraîne des blocages dans les chaînes de production. Nous constatons avec effroi que le principal producteur de puces mondiales est situé dans un pays qui vit sous la menace d'une invasion chinoise, que nous ne pourrions plus nous chauffer si nous souhaitons punir la Russie d'une éventuelle invasion de l'Ukraine ou que nous ne disposerons plus faute de principe actif de paracétamol si le variant omicron s'installe en Chine (et si le pays maintient sa stratégie de zéro Covid).

### **Mais la politique industrielle peut-elle atteindre les objectifs ambitieux que les hommes politiques lui fixent ?**

Vouloir devenir plus indépendant dans quelques secteurs jugés critiques paraît être une intention louable. Mais **la sécurité se paye cash. Elle n'est pas garantie. Et elle peut être assurée par le secteur privé.**

*La sécurité coûte cher.* Si les industriels se regroupent autour de « clusters » et éclatent leurs chaînes de production, c'est pour produire moins cher. Cela rapporte certes aux entreprises mais cela bénéficie aussi aux consommateurs. Chaque pays contribue à cet enrichissement mondial. L'Allemagne dispose de ses clusters automobiles et de machines-outils, Airbus a créé un cluster aéronautique dont la compétence est mondialement reconnue. Jusqu'à quel point le citoyen électeur acceptera-t-il de payer plus cher pour être plus autonome ? Les Pouvoirs Publics ont encouragé la production de masques hygiéniques en France. Les lignes de production sont aujourd'hui fermées faute de débouchés, les consommateurs préférant acheter les masques chinois.

*La sécurité n'est pas garantie.* Pour créer une usine de semi-conducteurs, TSMC, le leader taïwanais, doit investir 12 milliards d'euros. C'est presque la moitié de notre plan France 2030 qui court sur cinq ans. La mondialisation s'accompagne d'une spécialisation qui permet elle-même une forme de mutualisation des investissements. Pour construire ses usines de composants, TSMC s'approvisionne en machines auprès d'ASML qui est situé aux Pays Bas. La sécurité ne peut s'envisager que si l'on raisonne avec monde partagé en deux entre les puissances occidentales d'une part et les pays dans l'orbite de la Chine (ou susceptibles de le devenir) d'autre part. Et cette sécurité ne sera jamais absolue, menacée par une pandémie ou tout autre danger aujourd'hui imprévisible.

Enfin, *la sécurité a moins besoin de politique industrielle que les hommes politiques veulent nous le faire croire.* Sans subventions, les constructeurs automobiles investiraient dans l'intelligence artificielle, la fabrication de batteries ou même dans l'hydrogène. C'est une condition de leur survie à moyen terme. Et qui est mieux placé pour définir les investissements critiques d'une entreprise ? L'Etat ou l'entreprise ? Ce n'est pas le

gouvernement américain qui a créé Tesla ou Space X, deux des entreprises mondiales aujourd'hui les plus innovantes et « stratégiques ».

De manière plus générale, [l'Etat est le pire des arbitres pour choisir les gagnants de demain.](#)

Le capitalisme chinois est loué chez nous pour sa capacité à prévoir l'avenir, par exemple au travers de ses plans quinquennaux. Mais ses plus grandes réussites technologiques se sont faites en dehors de l'Etat (Alibaba, Tencent, Foxconn, ...). Et une partie de la croissance est due à des investissements improductifs ou au surfinancement du secteur immobilier. L'Etat « stratège » a échoué pour créer un champion de l'aéronautique ou des semi-conducteurs. Il n'est pas le pilote ou le copilote de l'économie ; il occupe le strapontin.

Par tradition, la France choisit plutôt les mauvais chevaux. Tesla est américain mais nous avons eu Heuliez, soutenu en son temps par Ségolène Royal. Nous avons voulu créer un cloud français. Il est branché aujourd'hui sur Amazon et Microsoft. Nous avons organisé la fusion de Gaz de France et de Suez pour créer l'une des plus importantes destructions de valeur de la cote parisienne. Nous pensions révolutionner le numérique avec notre minitel, nous sommes aujourd'hui inféodés aux GAFAM américains. Entre autres ...

L'Etat ne dispose également pas de la discipline suffisante pour allouer optimalement le capital à des projets d'innovation. Les fonds d'investissement injectent dans les start-up l'argent juste suffisant la financement d'une étape de développement. Un bilan est établi au terme de cette étape. S'il est négatif, l'entreprise disparaît. L'Etat ne sait pas choisir les gagnants ; il ne sait pas non plus identifier les perdants. Il se révèle incapable de couper les crédits. Trop de pression politique.

Par ailleurs, les quelques vertus attribuées à l'Etat stratège sont discutables. Le programme nucléaire français a certes été une réussite. Mais il concerne une industrie lourde plutôt monopolistique. Et le fiasco total des EPR noircit le tableau. Le programme Apollo a été vanté pour avoir permis aux Etats Unis de reprendre le leadership de la conquête spatiale. Mais il était technique, s'apparentant à un projet militaire. Les nouveaux développements spatiaux sont sous-traités par la Nasa à des opérateurs privés.

Enfin, l'Etat stratège encourage la « culture de la sébile ». Les chefs d'entreprise investissent moins en fonction des besoins du marché que du montant des subventions qu'ils peuvent obtenir. Cela entretient le copinage pour les mieux introduits et l'amertume pour les laissez pour compte.

\*

\* \*

Nous savons depuis longtemps que les promesses des programmes politiques n'engagent que ceux qui les reçoivent. Quel que soit le candidat qui s'impose à la

prochaine élection, l'Etat ne deviendra pas du jour au lendemain « stratège » de l'économie. Une politique industrielle intelligente peut renforcer la recherche fondamentale et améliorer la sécurité. Ce ne serait déjà pas mal. Pour le reste, l'Etat a mieux à faire en optimisant son fonctionnement, simplifiant sa fiscalité et, surtout, investissant efficacement dans l'éducation et la formation.

### **Vous souhaitez en savoir plus ?**

- ✉ [info@maubourg-patrimoine.fr](mailto:info@maubourg-patrimoine.fr)
- ☎ 01.42.85.80.00